

APPEL A LA CONCURRENCE N° 02/2021/CHUTTA

**LA FOURNITURE DES SERVICES DE
TELEPHONIES FIXE,FAX, INTERNET AU
PROFIT DU CENTRE HOSPITALIER
UNIVERSITAIRE TTA**

Passé en application de l'article 3 et de l'annexe n° 1 du Règlement relatif aux marchés du Centre Hospitalier Universitaire Tanger Tétouan Al Hoceima

Chapitre 1 : clauses administratives et financières

Préambule

- Vu La loi n°70-13 relative aux Centres Hospitaliers;
- Vu la loi n° 69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes promulguée par le dahir n° 1.03.195 du 16 ramadan 1424 (11 novembre 2003) notamment ses articles 7 et 19 ;
- Vu le Dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et des contrats ;
- Vu le Décret n°2-86-74 du 20 Kaâda 1408 (5 juillet 1988) pris pour l'application de la loi n°37/80 relative aux Centres Hospitaliers, promulguée par le dahir n°1-82-5 du 30 Rabi I 1403 (15 janvier 1983) tel qu'il a été modifié et complété;
- Vu le Règlement relatif aux marchés du Centre Hospitalier Universitaire Tanger Tétouan Al Hoceima notamment son article 3 ;
- Vu l'annexe n° 1 au Règlement des marchés du Centre Hospitalier, relative aux prestations pouvant faire l'objet de contrats ou de conventions de droit commun,
- Vu le PV de la commission d'appel à la concurrence ;
- Attendu que le Centre Hospitalier Universitaire représenté par son Directeur, Pr. Mhamed Harif, et désigné dans ce qui suit par «**Le Centre**» ;

D'une part,

et

La Société :.....,

Représentée par Mr :....., en sa qualité de :.....,

Titulaire du compte bancaire n° Ouvert à la Banque,

Affiliée à la CNSS sous le n°.....,

Identification fiscale n°.....,

Patente n°,

Désignée dans ce qui suit par «**L'Opérateur**» ;

D'autre part,

Il a été décidé et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention :

La présente convention a pour objet **LA FOURNITURE DES SERVICES DE TELEPHONIES FIXE,FAX, INTERNET AU PROFIT DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE TTA.**

L'opérateur s'engage à assurer les prestations désignées aux bordereaux des prix détail estimatif conformément aux normes et à la réglementation en vigueur.

Article 2- Pièces constitutives de la Convention :

Les pièces constitutives de la Convention sont énumérées ci-après :

- a. la présente convention ;
- b. le bordereau des Prix Détail-Estimatif ;
- c. l'acte d'engagement ;
- d. l'offre technique.

Article 3 - Validité de la convention :

La présente convention ne sera valable, définitive et exécutoire qu'après sa signature par l'autorité compétente et son visa par le Contrôleur d'État lorsque ledit visa est requis.

Article 4- Durée de la convention :

La présente convention est conclue pour une période d'une année à compter du lendemain de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le commencement de la prestation.

Sa durée court à compter de la date de commencement de l'exécution des prestations prévue par ordre de service.

Elle pourra être résiliée de plein droit par simple lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'une ou l'autre des parties sous réserve du respect **d'un préavis de 2 (DEUX) mois à compter de l'envoi de la lettre, le cachet de la Poste faisant foi.**

Article 5- DELAI D'INSTALLATION ET DE MISE EN SERVICE:

Délai de mise en service et d'installation des prestations objet de la présente convention est **de 07 jours** .Sa durée court à compter de la date de commencement de l'exécution des prestations prévue par ordre de service.

Article 6 – Modification de la convention :

Il est convenu que les stipulations de la présente convention prennent effet à compter du lendemain de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le commencement de la prestation

Ses stipulations ne pourront être modifiées ou reconduites que par un avenant formalisé par écrit, signé par les deux parties et visé, le cas échéant, par le Contrôleur d'État du Centre.

Article 7- Contenu et caractère des prix :

Les prix sont fermes et non révisables, Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est modifié postérieurement à la date de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

En cas de baisse éventuelle des tarifs de communication, l'opérateur communiquera au CHU lesdits tarifs et les appliquera automatiquement pour l'établissement de ses factures.

Les augmentations éventuelles des tarifs doivent faire l'objet d'un avis préalable adressé au CHU et ne doivent pas être opérationnel qu'après avis favorable du CHU.

Les prix de la convention sont libellés en dirhams (DH) et Toutes Taxes Comprises (TTC).

Article 8- Modalités de paiement :

Le paiement des sommes dues à la Société au titre de la présente Convention sera effectué sur présentation d'une facture.

Le délai maximal de paiement est de 60 jours après la date de réception de la facture dûment acceptée conforme par l'Administration.

Après vérification et liquidation de la facture sur la base des pièces justificatives, le Centre procède au paiement des sommes dues au titulaire. Le montant à payer est calculé par application des prix en vigueur aux quantités effectivement réceptionnées, en tenant compte le cas échéant de l'application des pénalités de retard et de la répercussion de la variation du taux de la TVA.

Le paiement se fait par ordre de virement après visa du trésorier payeur du Centre.

Article 9- Pénalités de retard :

Lorsque l'opérateur est dans l'incapacité d'assurer les services objet de cette convention, conformément aux normes en vigueur dans le secteur, ou à défaut d'avoir respecté les termes de son offre technique, une pénalité journalière est appliquée à son encontre. Cette pénalité est égale à une fraction de millième (1/1000) du montant de la convention.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le Directeur du Centre qui déduit d'office le montant de ces pénalités de toutes les sommes dont il est redevable à l'opérateur.

Le montant des pénalités est plafonné à dix pour cent (10%) du montant de la convention tel que modifié par d'éventuels avenants.

Lorsque le plafond des pénalités susvisé est atteint, le Directeur du Centre est en droit de résilier la présente convention après mise en demeure préalable.

ARTICLE 10 : ASSURANCES

L'assurance des risques inhérents à l'objet de la présente convention doit être souscrite et gérée par une entreprise d'assurance agréée par le Ministère des Finances pour pratiquer l'assurance dudit risque.

Le titulaire du présent marché doit, avant de commencer lesdits travaux, justifier de la souscription d'une assurance garantissant les risques par la production des attestations d'assurance ou d'une note de couverture contractée auprès d'une ou plusieurs entreprises d'assurances.

Le titulaire devra pouvoir justifier d'une assurance en cours de validité, contractée auprès d'une compagnie agréée garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile, pour dommages de toutes natures causés au tiers du fait d'accident ou d'incendie :

- Par son personnel salarié en activité de travail ;
- Par ses matériels d'industrie, de commerce, d'entreprise ou d'exploitation ;
- Du fait d'un événement engageant la responsabilité de l'entreprise après exécution de travaux entrant dans le cadre du présent contrat.

Article 11 - Résiliation de la convention :

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par simple lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'une ou l'autre des parties sous réserve du respect d'un préavis de 2 (deux) mois à compter de l'envoi de la lettre, le cachet de la Poste faisant foi.

Article 12 - Confidentialité :

Chaque partie est tenue au respect de la confidentialité tant par elle-même que par son personnel, toute information dont elle aurait connaissance ou qu'elle obtiendrait dans le cadre de la prestation.

Cette obligation demeure valable après l'expiration de la présente convention pour une durée indéterminée.

Article 13- Litiges :

La présente convention est établie dans un esprit de confiance et de coopération mutuelles ;

Les parties conviennent de régler à l'amiable tout différend pouvant être soulevé à l'occasion de l'interprétation ou l'exécution de la présente convention.

Si une telle tentative devait échouer, tout litige relatif à la validité, à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention sera porté devant le tribunal compétent en matière administrative de la ville de Marrakech.

Article 14- Droits de timbre et d'enregistrement :

L'opérateur s'acquittera des droits de timbre et d'enregistrement auxquels donnera lieu la présente convention, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

Article 15- Date d'effet de la convention :

La date d'effet de la présente convention commence à courir à compter du lendemain de la notification de l'ordre de service prescrivant le commencement de son exécution.

Chapitre 2 : PRESENTATION DU CONTEXTE DU PROJET

1. INTRODUCTION :

Le Centre Hospitalier Universitaire Tanger Tétouan Al Hoceima envisage de mettre à la disposition de ses acteurs une solution de communication et d'internet professionnelle utilisant les dernières technologies existantes sur le marché et offrant une meilleure accessibilité aux technologies d'information et de communication et surtout Internet.

2. PRESTATIONS DEMANDEES :

La présente convention a pour objet la fourniture de service de téléphonie fixe, fax et d'Internet au profit du CHU Tanger Tétouan Al Hoceima.*
Les numéros fixe et fax proposés dans cette convention doivent être dans la même plage des numéros existants (Hôpital d'oncologie)

3. INFRASTRUCTURE TELECOM EXISTANTE :

1. Liste des lignes fixes existantes :

| STRUCTURE | FIXE | FAX |
|---------------------|----------------|----------------------------------|
| Hôpital d'oncologie | 05 39 39 24 65 | 05 39 39 24 64 05 39 39 25 47 |

Chapitre 3 : CADRE GENERAL DE LA CONVENTION

ARTICLE 1- OBJET DE LA CONVENTION :

La présente convention a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles L'OPERATEUR DE TELECOMMUNICATION fournira ses services de téléphonie, fixe, fax et d'Internet au Centre Hospitalier Universitaire Tanger Tétouan Al Hoceima.

ARTICLE 2- OBLIGATION DE L'OPERATEUR DE TELECOMMUNICATION:

2.1. GESTION DE LA FLOTTE DU CENTRE HOSPITALIER CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE TANGER TÉTOUAN AL HOCEIMA.

L'OPERATEUR DE TELECOMMUNICATION fournira au Centre Hospitalier Universitaire Tanger Tétouan Al Hoceima ses services de **fax, fixe et d'internet** dans le cadre du plan tarifaire dénommé offre selon le bordereau des prix détails estimatifs et avec entre autre les avantages suivants:

- Restrictions internes et externes qui peuvent être appliqué à chaque utilisateur ou groupe d'utilisateurs.

D'autres services seront proposés par le soumissionnaire dans le cadre de cette offre comme la facture plafonnée,...

L'OPERATEUR DE TELECOMMUNICATION mettra tout son savoir faire en œuvre pour faire progresser la teneur de ses prestations.

2.2 POPULATION CIBLEE

Les employés cadre et membres du Centre Hospitalier Universitaire Tanger Tétouan Al Hoceima.

2.3 SERVICE APRES VENTE

L'opérateur doit présenter une note sur le service après vente, elle comprendra en détail :

(la liste n'est pas limitative)

- Le nom et les coordonnées du chargé de compte : interlocuteur unique
- Les délais d'interventions
- Le service de la maintenance

ARTICLE 3 – DROIT ET OBLIGATIONS DU CHU Tanger Tétouan Al Hoceima :

3.1 DROIT DU CHU Tanger Tétouan Al Hoceima

Au-delà des services offerts par L'OPERATEUR DE TELECOMMUNICATION, la présente convention permet au Centre Hospitalier Universitaire Tanger Tétouan Al Hoceima d'accéder aux avantages spécifiques suivants :

- Réduction sur la consommation par rapport à l'existant chez l'opérateur de télécommunication;
- Le Centre Hospitalier Universitaire Tanger Tétouan Al Hoceima pourra solliciter les équipes de L'OPERATEUR DE TELECOMMUNICATION (techniques et commerciales) afin que celles-ci étudient et mettent en œuvre des services spécifiques pour les utilisateurs dudit CHU et ce, dans la limite des possibilités techniques et commerciales de L'OPERATEUR DE TELECOMMUNICATION.

3.2. OBLIGATION DU CHU Tanger Tétouan Al Hoceima

Le Centre Hospitalier Universitaire Tanger Tétouan Al Hoceima s'engage à procéder au règlement des factures émises par L'OPERATEUR DE TELECOMMUNICATION sur présentation de celles-ci .

ARTICLES 4 – COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

4.1. Les services, objets de la présente convention, n'étant pas figés dans le temps, un interlocuteur de chaque partie sera désigné pour chaque axe identifié pendant la durée de la présente Convention.

4.2. Ces interlocuteurs centraliseront tous les échanges d'information dans les deux sens au niveau de leur entité. En cas de changement d'interlocuteur, chaque entité informera par écrit du nom du nouvel interlocuteur.

4.3. En toute hypothèse, L'OPERATEUR DE TELECOMMUNICATION s'engage à étudier tout besoin du Centre Hospitalier Universitaire Tanger Tétouan Al Hoceima et met à disposition de cette dernière une équipe d'ingénieurs pour la mise en place éventuelle de solution en téléphonie mobile

**Convention n° :...../2021 relative à LA FOURNITURE DES SERVICES DE TELEPHONIE
FIXE , FAX ET D'INTERNET AU PROFIT DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE
TANGER TÉTOUAN AL HOCEIMA**

Passé en application de l'article 3 et de l'annexe n° 1 du Règlement relatif aux
marchés du Centre Hospitalier Universitaire Tanger Tétouan Al Hoceima

La présente convention est arrêté à la somme annuel toutes taxes comprises de :

Montant TTC en chiffres :

Montant TTC en lettres :

| | |
|---|---|
| <p>Le Centre Hospitalier Universitaire Tanger Tétouan Al Hoceima</p> <p>Le</p> | <p>Signature et cachet de la Société (Avec la mention "lu et accepté")</p> <p>Le</p> |
| <p>Mr. Le Contrôleur d'Etat auprès du Centre Hospitalier Universitaire Tanger Tétouan Al Hoceima</p> <p>Le.....</p> | <p>Approbation de Mr. le Directeur du Centre Hospitalier Universitaire Tanger Tétouan Al Hoceima</p> <p>Le.....</p> |